

**Où Jules Lemaitre cherche, sans le trouver,
le pourquoi de la persécution actuelle, en France**

Il y a vraiment, dans le mal qu'ils font, une part d'inexpliqué.

Ils ont le pouvoir ; je conçois qu'ils en usent sans scrupule, et qu'ils soient capables de tout pour le conserver. Mais je m'étonne un peu qu'ils commettent des crimes inutiles, — je dis inutiles même à leur point de vue, — et dont les conséquences peuvent même se tourner contre eux.

Pour être heureux, que leur faut-il en somme ? Dominer et jouir ; mener leurs préfets ; nommer tous les fonctionnaires de leur arrondissement ; donner des places à leurs amis ; surveiller et tracasser les autres ; « faire des affaires » à l'occasion ; exploiter enfin au mieux de leurs intérêts privés leur portion de souveraineté absolue.

Mais tout cela, ils le font sans encombre. Le peuple de France est merveilleusement docile et résigné. En dépit des sept millions d'électeurs qui ne leur ont pas donné leurs voix, les trois cents du « bloc » pouvaient vivre joyeusement, ils pouvaient lapper en toute sécurité la symbolique assiette sans faire la loi Waldeck-Trouillot, et sans toucher au pacte de tolérance relative dont la République s'était accommodée pendant trente ans. Ils pouvaient rester nos maîtres, sans dépouiller et jeter dehors des hommes, des Français, des citoyens qui ont autant qu'eux le droit de penser et de vivre à leur guise, et sans traiter comme des criminelles de pauvres femmes vouées à la prière et aux œuvres de miséricorde.

Pourquoi font-ils cela ?

Ils ne semblent pas avoir d'intérêt personnel à le faire. La plupart même de leurs électeurs ne leur en demandaient pas tant, et trouvent qu'ils vont trop loin. Un des effets de la persécution religieuse sera d'imposer aux communes trois ou quatre cent millions de centimes additionnels : cela est simplement fou, en ce temps de déficit et de malaise général. Si crédules qu'ils soient aux dogmes de l'anticléricalisme, il est possible que les électeurs jugent la carte à payer un peu forte, et qu'ils en témoignent leur mécontentement à leurs élus. Mais les

« tro
peut
men
O
cent
de J
tres
Mais
ce qu
privé
moiti
qui v
renté
religi
Si
enfar
tel at
a là,
privé
lons
être i
« bloc
quem
bourr
Tar
ment
prêts
leur i
savon
qui, se
quand
Seri
incapa
Ignore
de par
eux, d
que de
tent la
peut-ê